L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LA BOMBE (EST-CAMEROUN), UN HANDICAP POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Ginette Octavie NJIEMBOKUE NJUPUEN
Département de Géographie, Université de Yaoundé I-Cameroun
octavieginette@yahoo.fr

Résumé

Il existe des populations qui ne procèdent pas à la valorisation de l'espace pour des besoins agropastoraux et qui se contentent des ressources prélevées dans leur milieu naturel pour leur subsistance. Ceci peut être influencé par le régime alimentaire. Cet article met en évidence les contradictions entre les richesses forestières de l'arrondissement de la Bombé et l'insécurité alimentaire et détermine ses causes. Ce qui est un réel handicap au développement de la localité. Les contraintes physiques plus que les facteurs humains sont inéluctables au problème d'insécurité alimentaire dans l'arrondissement de la Bombé. Pour arriver aux résultats, la méthode hypothético-déductive appuyée sur l'approche participative a été utile. Il ressort des analyses que les populations de la Bombé souffrent d'une insécurité alimentaire structurelle due à l'enclavement physique de la localité, de la flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché, du faible pouvoir d'achat, de la monotonie de la diète.

Mots clés *: Insécurité alimentaire, milieu forestier, populations locales, développement local.*

Abstract

There are populations that do not proceed onto the valorisation of their space for agricultural needs and who are contended with the resources harvested in their environment for subsistence. This can be under the influence of their diet. This study sets to bring out the contradictions between forest riches of the Bombé Sub-division and food insecurity in order to determine the causes. The method involved the formulation of hypotheses that were verified on the field. The principal hypothesis stated that physical more than the human factors are ineluctable to the problem of food insecurity in the Bombé sub-division. To attain the goals, oft this research the hypothetical-deductive method based on the participant approach. According to the analyses of results, it is found out that the population of Bombé is suffering from structural food insecurity due to physically enclave nature of the locality, inflation of prices in the market, low purchasing power, monotony in dietary habits and forest constraints.

Key words*: Food insecurity, forest milieu, local community, local development.*

Introduction

Les disponibilités alimentaires de l'Afrique sont apparemment suffisantes pour répondre aux besoins énergétiques de la population. Des quantités suffisantes de vivres sont donc disponibles mais elles ne le sont pas pour tout le monde. Il subsiste de graves problèmes de malnutrition chronique dû à un problème d'accès (Azoulay G.et Dillon J-C., 1993 : 174). L'insécurité alimentaire existe lorsque les individus n'ont pas accès à une quantité et une qualité suffisante d'aliments sains et nutritifs pour se développer normalement et mener une vie active. Les tensions sur les prix des produits agricoles, l'acquisition des terres agricoles des pays les plus pauvres sont autant de phénomènes récents qui couplés à une croissance démographique soutenue ont replacé l'insécurité alimentaire au cœur du débat en Afrique en général et au Cameroun en particulier.
En matière de sécurité alimentaire, le Cameroun se situe parmi les pays en développement les moins performants avec une ration alimentaire de 2 260 calories/jour/habitant. La cause principale de l'insécurité alimentaire est la pauvreté. Au Cameroun, elle apparaît surtout comme un phénomène rural, presque 87% des ménages pauvres vivent en zone rurale, contre 12% en zone semi-urbaine. Selon les données 2007 des Enquêtes Camerounaise auprès des Ménages (ECAM), la sévérité de la pauvreté en milieu rural est de 7,7% en 2001 et de 7,2% en 2007 ce qui mesure la profondeur entre la dépense moyenne de consommation équivalente adulte des ménages pauvres et le seuil de pauvreté qui est de 12,3% soit une intensité de 31%. Il existe des groupes humains qui prélèvent dans le milieu naturel des ressources nécessaires pour leur subsistance. Ils se contentent d'exploiter le milieu sans le mettre en valeur. Ce type d'économie est le fait des populations forestières en général et celles de l'arrondissement de la Bombe en particulier.
Même Le régime alimentaire de la population est défini en premier par la composition de l'alimentation qui dépend de la production locale. Malheureusement elle est quasi-nulle à cause de plusieurs maux : le niveau de vie de la population tellement bas, le prix des produits alimentaires dont on remarque une « surenchère » sur le marché et les habitudes alimentaires. L'insécurité alimentaire dans l'arrondissement de la Bombé est liée aux contraintes humaines et aux facteurs physiques. Ce qui est un réel handicap au développement local de l'arrondissement de la Bombé.

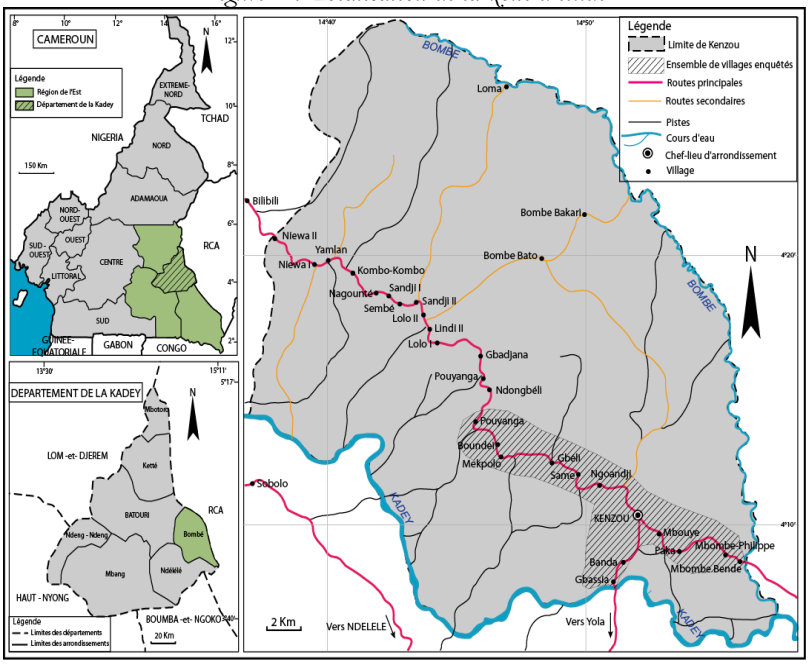
1. Matériels et méthode

1.1. Une zone de contact forêt-savane.

Situé dans le département de la Kadey (région de l'Est), l'arrondissement de la BOMBE est limité à l'Ouest et au Nord-ouest par l'arrondissement de Batouri à l'Est, au Nord-est par la République Centrafricaine, au Sud et Sud-ouest par l'arrondissement de Ndélélé (figure 1).

La Bombe est soumise à un climat de type équatorial guinéen classique à 4 saisons. Son sol à dominance ferralitique de couleur rouge a une forte activité biologique et un bon degré de fertilité. Sa végétation, qui fait partie du domaine de la forêt dense semi-caducifoliée et de savanes péri-forestières, est une source de nutrition. L'arrondissement est traversé par les affluents de la rivière Kadei dont découle le nom du département. Sa richesse floristique et faunique fait de cet arrondissement un espace cynégétique et de cueillette indispensable à l'équilibre alimentaire de ses habitants, les revenus dérivant un élément clé de l'économie rurale

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : INC carte topographique de Batouri (échelle 1/200 000)

1.2. Données et méthode

Pour mener à bien cette étude, des données ont été collectées par une approche hypothético-déductive combinée. La recherche documentaire a permis de faire le point sur la question de l'insécurité alimentaire, la production locale et les acteurs impliqués. Les enquêtes de terrain ont été effectuées en 2015 et actualisées en 2020 par une énième descente. À cet effet, les outils de collecte des données suivants ont été utilisés : l'observation participante qui s'est faite en plusieurs phases ; (prise de contact et descente effective sur le terrain, réalisation des entretiens). Les entretiens se sont déroulés auprès des personnes ressources de l'arrondissement. Au total 225 questionnaires ont été placés.

2. Résultats

De la méthodologie mobilisée, il en résulte que les populations de l'arrondissement de la Bombé souffre d'une insécurité alimentaire structurelle due à : une croissance de la population, l'inflation des prix des denrées alimentaires sur le marché, aux pratiques agricoles, la monotonie de la diète et à la pauvreté des conditions de vie des populations. Ce qui constitue un frein au développement local.

2.1. Les facteurs démographiques explicatifs de l'insécurité alimentaire

2.1.1. La croissance de la population

La notion de la famille nombreuse conserve tout son sens à Bombé.

- **Le taux de natalité sans cesse croissante**

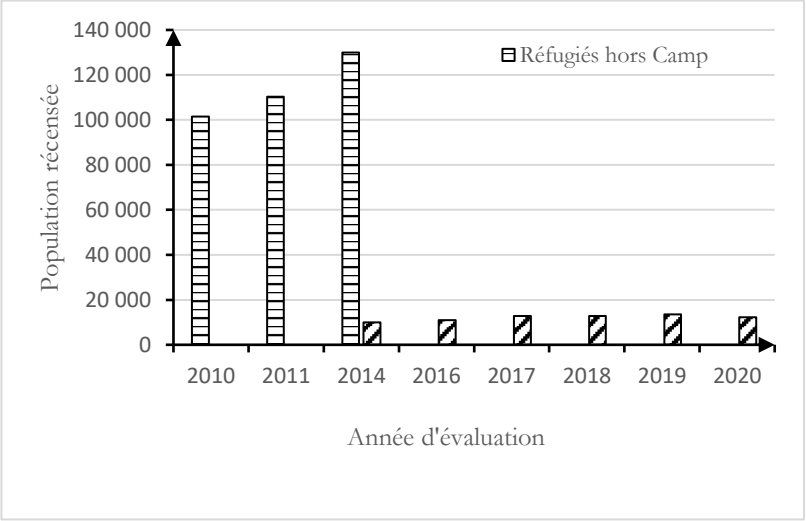
Le taux de natalité s'explique en partie par le fait que subsistent encore les us et les coutumes sociales comme les mariages précoces, le remariage rapide des veuves, La tolérance des naissances hors ménages. En 2014-2016, l'Est est l'une des régions où l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) des filles-mères 15-19 ans est à 5,0 % (Cameroun/MINSANTÉ, 2016 : 68). Selon le Centre Médical d'Arrondissement (CMA) l'enfant fille a des rapports sexuels avant l'âge de la puberté, à 12 ans elle fait sa première maternité, à 16 ans elle est mère de 3 à 4 enfants autant dire qu'à l'âge où les enfants jouent à la poupée les enfants de la Bombé jouent avec leurs bébés. Selon les résultats du RGPH de -2005, la population du canton Kako Bera ou Kentzou était estimée à 7 919 habitants. En juin 2012 les enquêtes réalisées par la commune auprès des ménages avec

l'appui technique de l'Organisme d'Appui Local 'Terre et Développement' pour l'estimation de la population a révélé la présence de près de 25 640 habitants. Dans la même période, les registres sanitaires du CMA de Kentzou affichent un effectif de 14 564 âmes, fruit des enquêtes épidémiologiques dans la même année.

- **L'incessant assaut des réfugiés**

Dans les relations Cameroun-République Centrafricaine, la question des réfugiés a pris au fil du temps et en fonction de la récurrence des conflits une importance considérable. La République Centrafricaine dans la sous-région Afrique centrale détient le record peu enviable des déplacements forcés des populations avec comme première terre d'accueil le Cameroun (figure 1). L'arrondissement de la Bombé loge un camp de réfugiés dans le village Lolo ouvert en 2014. Les arrivées se font de manière progressive et sa proximité avec le camp de Mbilé ne permet pas une réelle maîtrise de la population du fait des réfugiés dilués au sein de la communauté locale.

Figure 1 : Évolution du nombre des réfugiés dans la localité depuis 2010



Source : UNHCR/OCHA, enquêtes de terrain 2020.

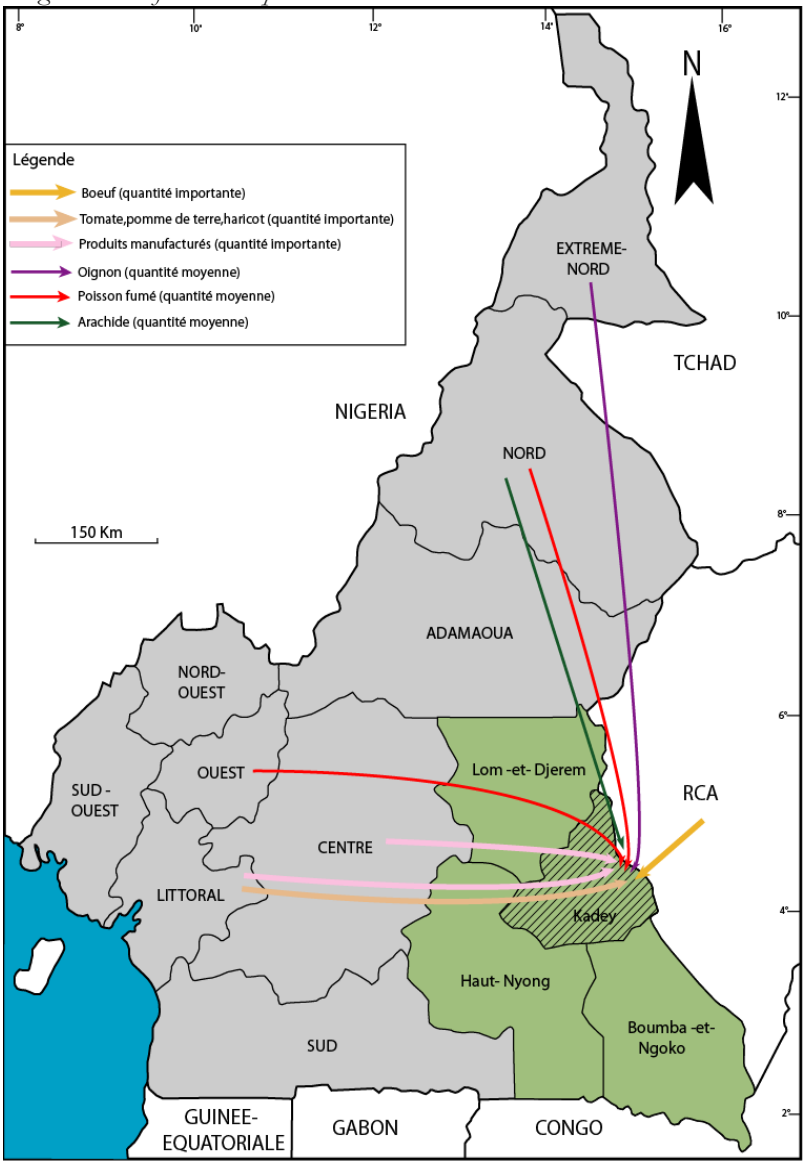
Les réfugiés sont originaires de la sous-région Afrique Centrale et des autres pays d'Afrique. Le cas de la RCA voisine est fort remarquable. Le nombre des réfugiés s'accroît au cours des années selon l'intensité de l'insécurité des pays d'origine. En 2010, les réfugiés hors camp ils sont

101 520 individus et en 2014 le chiffre passe à 130 000. En 2010, en dépit des efforts fournis par les organisations humanitaires les besoins des réfugiés sont préoccupants, la sécurité alimentaire pose un réel problème pour les réfugiés de l'Est et de l'Adamaoua. En février 2014, à l'intervalle de deux semaines, plus de 20 000 réfugiés de la RCA sont entrés au Cameroun par Kentzou. Les autorités ont reçu près de 8 500 personnes dans le seul site de Lolo prévu pour 1500 personnes d'où la nécessité de la construction du second site de Mbilé avec toutes les conséquences possibles dans l'arrondissement. L'installation des réfugiés se répercute sur tous les aspects de la vie. Les femmes se disputent du bois pour la cuisson des repas. L'envolée des prix sur le marché et il faut se lever tôt pour espérer se procurer de quoi se nourrir pour la journée. Comme le témoigne une jeune vendeuse de poisson braisé « les clients continuent à demander le poisson de 500 F CFA et partout ailleurs on n'en vend plus ainsi à cause du flux des réfugiés, tous les prix du marché ont augmenté. Avant l'année 2014, on pouvait trouver le kilogramme du maquereau à 1 000 ou 1 300 maintenant c'est impossible le kilogramme c'est à partir de 1 700 et 2 000 F CFA et pour la revente on n'en tirera pas de bénéfice, aussi je cède le plus petit poisson à hauteur de 800 F CFA et bien entendu une carpe c'est à partir de 1 500 F CFA selon la grosseur »

2.2. *L'inflation des prix sur le marché local*

La circonscription de la Bombé connaît à la faveur du voisinage avec la RCA un trafic assez important des exportations des produits agricoles. Ce qui influence considérablement les prix sur le marché. Les produits alimentaires s'achètent dans toutes les localités du Cameroun (figure 2), le manioc en cossette vient de Batouri et Ndélélé. En dehors du maïs qui se produit localement.

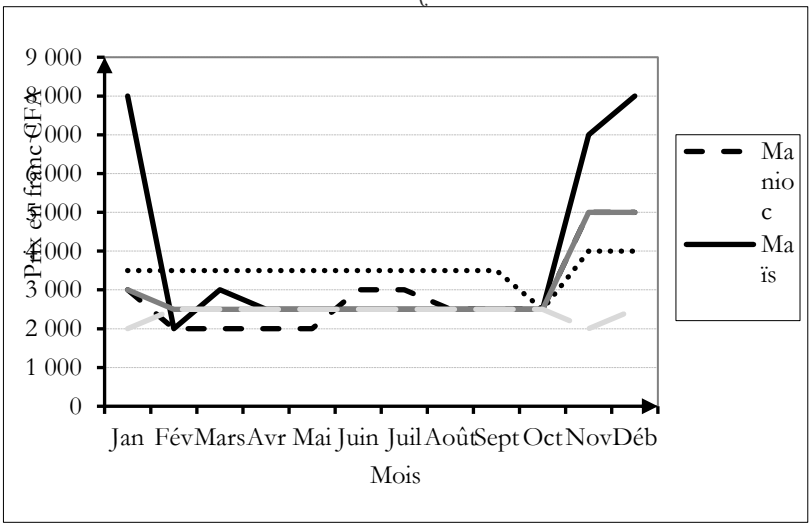
Figure 2 : Le flux des importations des denrées alimentaires à l'échelle nationale



Source : INC, modifié et adapté selon les résultats d'enquête janvier 2015-2020

Le plantain vient de Yola et de Gari-Gombo. L'huile rouge provient de Bertoua ou de Douala ainsi que les épices et les pommes de terre, la viande provient de Gbiti, Ketté et de la RCA, le poisson fumé du Nord et de l'Ouest du Cameroun, le poisson frais de Bertoua et de Batouri. Les quantités difficiles à cerner sont acheminées par camion-grumiers vers le marché de Kentzou et par camion, ou petite voiture pour la RCA. Ce trafic influence fortement les prix sur le marché (figure 3) car les marchés d'achat sont éloignés. En plus, beaucoup de commerçants préfèrent vendre aux étrangers à cause de leur pouvoir d'achat.

Figure 3 : Fluctuation des prix de denrées de grande consommation sur le marché de Kentzou



Source : Enquêtes de terrain, 2015-2020.

En période de soudure (Juin-juillet, Octobre-Janvier), l'inflation est plus prononcée et difficile à gérer. Les ménages n'ont aucune notion de conservation des denrées et doivent tout acheter. La ménagère qui arrive après 10 heures au marché ne pourra plus remplir son panier. Le manioc est acheté à Batouri et ses environs pour être revendu avec un gros bénéfice (en Octobre la cuvette est vendue à 5 000 F CFA, le piment est rare et même quand on en trouve la cuvette est vendue à près de 5 000 voire 7 000 F CFA) sur le marché local. En ce qui concerne les produits comme le poisson et la banane-plantain les prix dépendent de l'état des

routes et de la distance parcourue par les marchandises. Il n'existe aucune forme de contrôle des prix sur le marché, ici les prix sont fixés par les commerçants qui veulent en tirer le maximum de bénéfice. L'inflation sur le marché de Kentzou est maintenue à cause de plusieurs autres facteurs, dû à sa position transfrontalière favorable au commerce et l'augmentation de la population : le mauvais état de la route dont une forte relation entre la distance parcourue et le coût du transport qui est plus élevé sur les routes en terre ; au manque d'information, aux techniques de production archaïques et le manque de contrôle des prix par les services du ministère du commerce qui ne favorisent pas la productivité.

Planche 1 : État des infrastructures routières qui desservent l'arrondissement de la Bombé.

Photo 1 : État de la route Batouri-Kentzou

Njiembokue, 2015

Photo 2 : Bac de traversée sur la Kadey

Njiembokue, 2015

L'arrondissement de la Bombé est desservi par la route nationale n°10 autour de laquelle gravitent des villages-rue. Bien qu'étant une route carrossable et au regard des flux d'échanges avec la RCA, elle est très difficile d'accès et surtout jalonnée des ponts construits en matériaux précaires ; les ruptures sont fréquentes sur lesdits ponts lors des passages des poids-lourds transportant du bois venant de la RCA ou du Congo. En un mois on peut avoir 2 à 3 ruptures de pont et la Bombé est coupée

du reste du Cameroun. Les riverains ou des sociétés d'exploitation forestière vont s'arranger à couper du bois pour les remettre comme traverse jusqu'à ce que le bois soit pourri et se casse lors du prochain passage d'un poids lourd et la spirale recommence. La situation s'empire davantage en saison pluvieuse car parfois même les cars de transport s'embourbent, les camions tombent et bloquent le passage. Ce qui réduit la mobilité des biens et des personnes. L'arrondissement à lui seul combine deux facteurs : l'enclavement saisonnier à cause de la pluviométrie et l'enclavement structurel du fait de l'état dégradé des routes. Le déficit de disponibilité des produits alimentaires est lié aussi à la dépendance aux PFNL et à la faible productivité agricole liée aux pratiques agricoles.

2.3. Les pratiques agricoles traditionnelles et accès difficile à la terre.

Dans l'arrondissement de la Bombé, les populations n'ont pas accès à la terre. Les modes d'accès à la terre sont l'appropriation communautaire, par défrichement ou par voie légale. La terre est un bien collectif inaliénable et le droit d'exploitation est imprescriptible. Les villageois exercent un droit de propriété et de gestion des terres de leur village (Capistrano, 2010 : 432). Pourtant, la zone d'étude appartient au Domaine Forestier Non Permanent car étant constituée de terres forestières susceptibles d'être converties pour d'autres types d'utilisation. Par ailleurs, l'État dispose de l'autorité sur toutes forêts n'appartenant pas de façon explicite à des particuliers. Il n'est pas évident d'établir un titre foncier sur les terres, par conséquent l'investissement y est timide. Seule une minorité d'allogènes possèdent des terres cultivables. Pourtant, ce sont eux qui peuvent mieux exploiter les ressources de la terre et de la forêt pour la survie de la population. L'itinérance des cultures combinées à la culture en plat, favorise l'épuisement des sols. L'agriculteur n'utilise aucun moyen de fertilisation ici (pas d'engrais, ni de bétail ou encore un système de séparation des cultures).

Cette technique de production ne permet pas de nourrir de fortes densités de populations car étant une technique rudimentaire, le défrichement par abattis-brûlis via les feux de brousse. Les rendements ne dépassant pas souvent quelques quintaux par hectare soit environ 100 cuvettes de manioc et elles sont sujettes aux invasions acridiennes et aux parasitoses diverses. Dans ses travaux, le professeur Dongmo J.L.

(1986 :35) résume l'agriculture de la forêt : production végétale prédominante, forte présence des cultures pérennes associées aux cultures vivrières annuelles avec de longues jachères et une juxtaposition d'un élevage extensif important (forte prédominance des herbivores), la commercialisation moyenne et dispersée. Il faut y voir le résultat d'une agriculture relativement « primitive » dans ses techniques et incapable d'assurer la maîtrise durable de l'homme sur la forêt car favorisant l'appauvrissement rapide de la diversité biologique (Hatcheu Tchawe E., 2012 : 187).

On retrouve ici l'élevage domestique du petit bétail (ovins, caprins). Les conflits agro-pastoraux sont courants. L'élevage du gros bétail est presque impossible à cause de la présence de la mouche tsé-tsé. La flore surtout composée de graminées obtenues par la pratique généralisée des feux de brousse. Or les incendies répétés entrainent un appauvrissement de la flore initiale forestière et ne permet que l'installation des espèces peu adaptées (Jaffré, 1992 cité par Tanguy Jaffré et *al.*1997 : 5)

et manque de bactéries. Le manque de bactéries s'explique lui-même par le manque d'humus. En plus les petits éleveurs manquent cruellement de pâturage ce qui conduit à la pratique généralisée des feux de brousse à cause de la nécessité de nettoyer ou de renouveler les pâturages, rendant les graminées plus dures. Ce qui les fait perdre leurs valeurs nutritives. Les Kako, peuples autochtones vivant principalement de la chasse et de la collecte des Produits Forestiers Ligneux (PFL) et des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) dans leur milieu de vie, pratiquent peu ou presque saisonnièrement l'agriculture. De la récolte de fruits, des graines et des champignons sauvages, creusant la terre pour déterrer les racines et tubercules comestibles ou recueillant le miel des nids d'abeilles. Toutefois, si ces activités suffisent à fournir environ 50% des ressources alimentaires de ces populations, elles conservent cependant une place déterminante dans l'identité du groupe.

2.4. La monotonie de la diète

Malgré de nombreuses variantes possibles, le plat principal et le plus consommé reste et demeure le manioc (*Manihot glasiovii*). À la question de savoir pourquoi sur les 13 villages visités tous ont été unanimes en disant que rien ne valait « la boule blanche » ou encore Manger, c'est « manger la boule blanche ». Elle est de tous les repas (Kogni, 1986 : 125). C'est ce qu'Antoine Socpa (2011 :13) a appelé la monotonie diététique.

Le maïs cultivé majoritairement par les allogènes est, pour les autochtones, prioritaire pour la préparation d'une boisson connue sous le nom d' « arki » ou encore pour la vente ; Les arachides produites également pour la vente comme si les populations ne connaissent pas les utiliser à d'autres fins culinaires. Même les différentes variantes de la sauce diffèrent selon les saisons desdits produits à des chenilles disponibles seulement en saison pluvieuse. Certains produits d'accompagnement comme la viande et le poisson dépendent du niveau de revenu du ménage. En effet, il faut débourser au moins une somme de 2 500 F CFA pour acquérir un kilogramme. Compte tenu de la difficulté financière, le plat standard se compose du couscous de manioc, de l'eau et du piment, de l'okok (*Gnetum africuum*).

Le manioc est un aliment très déséquilibré. Il apporte majoritairement des glucides, et ne contient presque pas de lipides et très peu de protéines, d'ailleurs de très mauvaise qualité. C'est un aliment qui ne doit pas être consommé en trop grande quantité et surtout pas seul, car s'il peut couvrir les besoins d'énergie, il est totalement incapable de couvrir les besoins en matériaux de construction du corps, surtout en protéines (Favier J.C, 1973 : 28). Cette indigence du manioc aussi bien quantitative que qualitative, accentue le déséquilibre des régimes alimentaires dont il est la base. Dans la zone d'étude, le manioc excède la place d'un simple aliment d'appoint énergétique. Le calcul de l'apport calorifique d'un plat de couscous de manioc selon le module consommation de l'enquête QuiBB (2006) de la Banque Mondiale révèle qu'il contient en moyenne 374 kilocalories/ individu/jour. Le plat le plus couramment consommé n'atteint même pas le nombre de calories nécessaire au bon fonctionnement de l'organisme. Il y a de quoi s'inquiéter car les autochtones souffrent d'un régime alimentaire déficient. Sur les 218 personnes qui ont répondu à la question concernant l'état de santé nutritionnel de leur ménage, 51% affirment avoir déjà eu des cas de malnutrition contre 49% qui affirment qu'ils ne connaissent même pas de quoi il est question.

2.5. La pauvreté des conditions de vie

La satisfaction difficile des besoins de base de la population (alimentation, éducation, santé, logement, cadre de vie…) est surtout liée à l'absence ou à l'insuffisance des revenus monétaires. Par l'approche monétaire de la pauvreté, il est établi le portrait des ménages, donc des

populations locales qui vivent selon leurs revenus financiers à travers les items suivants : la qualité du logement, les conditions d'habitations, l'accessibilité aux infrastructures de base et l'équipement des ménages, la malnutrition afin d'identifier si les ménages ont ou non des difficultés à pourvoir une alimentation adéquate et équilibrée à leur progéniture (ECAM 3, 2002 : 10).

Les habitats sont construits en terre battue, les toits sont faits de nattes de raphia. L'éclairage est assuré par les lampes tempêtes. La source d'énergie pour la cuisson des repas demeure le feu de bois. Pour avoir accès à l'eau potable, les populations du centre-ville de Kentzou ont recours aux forages. Sur 18 forages recensés, 7 sont en panne ce qui génère une compétition dans les points d'eau disponibles. Dans les villages, elles font recours à l'eau des rivières et des sources non aménagées. Les latrines sont aménagées et précaires d'autant plus que 75% des ménages de l'Est n'accordent pas une priorité à la construction et l'aménagement des latrines (Antoine S., 2011 : 39). Pour 41 villages, l'arrondissement de la Bombe dispose de 2 centres de santé malgré les dispositions prises, le taux de fréquentation demeure faible. La population fait également face aux difficultés d'accès à l'éducation de bonne qualité avec des bâtiments et salles de classe dégradées et insuffisantes. L'équipement du ménage se résume à la possession d'une lampe tempête, d'un lit de raphia ou de nattes et des ustensiles de la cuisine.

3. Discussion

L'insécurité alimentaire est très différente selon les contextes. Elle présente les formes selon les niveaux de développement de chaque région ou de chaque localité. Malgré les produits agricoles abondants en pays Kapsiki et son bilan céréalier positif, le département du Mayo-Tsanaga à l'Extrême-Nord est toujours exposé à l'insécurité alimentaire à cause des exactions de l'extrémisme violent, de l'afflux des réfugiés et à la variabilité pluviométrique (Yakoubou T., 2019 : 117). Les travaux de Broutin C. et *al.* (2014 : 13), démontrent que la construction des pistes rurales ou des marchés n'est pas une priorité dans le cadre des projets d'appui aux filières de production. Or ces investissements structurants contribuent à réduire le différentiel de prix et à fluidifier les échanges. Ce qui favorise la stabilisation des prix et a une incidence positive sur les

producteurs, les commerçants. Par ailleurs, le problème de la monotonie de la diète s'est posé dans une étude menée dans le Nord-Ouest par Nfor Delphine (2011 : 119), où le maïs est considéré comme l'un des aliments de base qui, en cas de pénurie est une cause d'insécurité alimentaire même lorsque d'autres céréales sont disponibles. D'autres facteurs contribuent à isoler l'arrondissement d'Eyumodjock à Manyu dans le Sud-Ouest du Cameroun : le mauvais état des routes, le manque criard des infrastructures de communication, sa position stratégique avec le Nigéria et l'enclavement restreint de l'exploitation des ressources forestières. Ce qui contribue à maintenir l'arrondissement dans une léthargie structurelle (Fomena C., 2014 : 53). Toutefois, d'autres localités impulsent leur développement à partir de leurs populations. C'est le cas de la population d'Okola (Région du Centre-Cameroun) qui participe au processus de développement socio-économique de leur localité. Une population essentiellement agricole et par le biais des associations multiplie des investissements ce qui contribue à améliorer leurs conditions de vie (Biloa Lema V., 2014 : 90).

Conclusion

La zone rurale de la Bombé parce proche des frontières avec la RCA, selon les tensions sécuritaires dans ce pays frontalier accueille des réfugiés or les conditions d'existences pour les hôtes sont sujettes à des conditions difficiles tant sur le plan infrastructurel qu'alimentaire. La sécurité alimentaire est un réel problème malgré la proximité et la dépendance aux PFNL. Ce qui a des conséquences sur le retard considérable en matière de développement. Cette étude met en exergue les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire et un appel aux décideurs à penser à la redynamisation de l'agriculture par une bonne approche d'encadrement et à sortir cette localité de l'enclavement physique. Quoiqu'il est temps que les zones rurales de l'Est fassent partie du projet agropole car est un haut lieu de production du manioc, les investissements dans le secteur agricole des années 2014-2020 pouvant contribuer à réduire la proportion de la population souffrant de la faim (Objectifs Développement Durable n°2).

Références bibliographiques

Azoulay Gerard. & Dillon Jan-Claude, (1993), *La Sécurité alimentaire en Afrique, manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*, Ed Karthala, 299 p.

Biloa Lema Victoire, (2014), *Pratiques territoriales et développement socio-économique dans la commune d'Okola*, Mémoire de Master, Université de Yaoundé I, 140 p.

Broutin Cécile, Hermelin Bénédicte, Levard Laurent, (2014), *Comment améliorer l'accès au marché pour les exploitations familiales* ? Retour sur les expériences du Gret en Afrique, Collection Études et Travaux en ligne n°41, Éditions du Gret, 69 p.

Cameroun/MINSANTÉ, (2016), *Profil sanitaire analytique*, OMS/ONSP, 121 p.

Capistrano, (2010), *Gouvernance forestière et décentralisation en Afrique : enjeux et tendances*, In *Gouverner les forêts africaines à l'ère de la mondialisation*, Édité par Laura A. German, Alain Karsenty et Anne-Marie Tiani, CIFOR, Bogor, Indonésie, pp 425-441.

Dongmo Jean-Louis, (1986), *Essai d'application de la Méthode Typologique des codes-modèles à l'agriculture de l'Afrique Intertropicale en vue de l'Élaboration d'une carte mondiale des types d'agriculture : l'exemple du Cameroun*, Revue de Géographie du Cameroun, Volume VI n° 1, pp 1-16.

Favier Jean-Claude, (1973), *Valeur alimentaire de deux aliments de base africains : le manioc et le sorgho*, ORSTOM, 175 p.

Fomena Charpin., (2014), *L'arrondissement frontalier d'Eyumodjock face aux contraintes de l'enclavement et aux défis de l'exploitation des ressources forestières*, Mémoire de Master, Université de Yaoundé I, 122 p.

Hatcheu Tchawe Emile, (2012), *Le jeu des échelles dans la gouvernance des politiques alimentaires en Afrique subsaharienne*, In Pour une géographie du développement ; autour de la recherche de Georges Courade, Ed Karthala, pp181-196.

INS-MINEPAT, (2007), *Rapport Troisième Enquête camerounaise auprès des Ménages*, Collection ECAM *3*, 21p.

Kogni, (1986), *Bertoua, Batouri, Belabo : étude comparative de trois villes de la province de l'Est-Cameroun,* Thèse de Doctorat, Université de Yaoundé I, 264 p.

Nfor Delphine, (2011*), Food insecurity in Nkambé Central Subdivision,* Mémoire de Master II*,* Université de Yaoundé I.

Socpa Antoine, (2011), *Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA*), Dossier de candidature pour l'inscription sur la liste d'aptitude au grade de Maître de Conférences, Université de Yaoundé I.

Tanguy Jaffré, Veillon Jean-Marie, Rigault Fréderic, Dagostini Gilles, (1997), *Impact des feux de brousse sur la flore et les groupements végétaux de Nouvelle-Caledonie,* Reseachgate.net, 101 p.

Yakoubou Tige, (2019), *Mutations agricoles et sécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord : une analyse à partir du terroir Kapsiki (Mogodé-Cameroun*), Mémoire de Master, Université de Yaoundé I, 175 p.